Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/La-politique-de-l-autruche-doit

Déclaration de Michèle Picard

La politique de l'autruche doit cesser !

- Vénissieux -

Date de mise en ligne : vendredi 11 novembre 2011

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Menacés d'expulsion dans leur campement de la rue de Surville à Lyon 7e et donc conduits à le quitter, des familles se sont installées dès ce matin sur un terrain privé à Vénissieux avec leurs paquetages et pour certains des caravanes. Une majorité de caravanes est repartie avec leurs occupants, 4 ont été placées en fourrière, leur état ne permettant pas un nouveau déplacement.

Les populations encore présentes ont investi le centre social de Parilly qui n'est pas un lieu d'hébergement et dont l'occupation ne peut perdurer. Tout au long de la journée, la Ville de Vénissieux a mobilisé ses ressources afin de trouver la meilleure issue possible pour chacun. Contacté, le 115 n'a pu apporter de réponse.

Une nouvelle fois, les villes, leurs maires, leurs élus sont pris en otage. Je refuse d'être culpabilisée, manipulée, ballotée entre l'absolue nécessité de trouver des solutions humaines et dignes aux côtés des associations et l'impérieuse responsabilité d'assurer la sécurité de mes administrés, de faire respecter la loi avec la Préfecture.

Depuis 2 ans, je demande l'organisation d'une table ronde, placée sous l'égide du Préfet, avec toutes les villes de l'agglomération, le Conseil général et le Grand Lyon, afin d'apporter aux 800 personnes Roms, en errance dans l'agglomération, une réponse décente et digne. Aujourd'hui se renvoyer la patate chaude ne sert à rien, ne sert personne, ni les associations, ni les villes, ni l'État et encore moins ces familles.

La politique sociale de notre ville est cohérente et volontariste. Nous sommes très loin de nous désintéresser de la question. Nous prenons nos responsabilités et portons notre part du sac à dos.

Conscients des risques majeurs encourus, nous avons mis en place depuis deux ans un dispositif de veille et de mise en sécurité des squats. Cette procédure est destinée à protéger autant ces populations que les habitants, tant nous savons qu'un drame humain peu subvenir à tout instant dans ces campements de fortune. L'actualité nous l'a rappelé trop souvent.

A ce jour, nous sommes aussi la seule ville à avoir répondu présent pour permettre l'ouverture de places supplémentaires d'hébergement dans le cadre du plan grand froid sur le département. Le Préfet de la Région Rhône-Alpes et du Rhône a chargé l'association Notre Dame des Sans Abris de piloter un projet d'implantation de structures provisoires, type Algéco, pour la période hivernale. A Vénissieux, 18 habitations pourront accueillir, par le biais du 115, des familles privées de logement sur toute l'agglomération, dont des familles Roms.

La Ville de Vénissieux a tenté de trouver des solutions pour sortir par le haut de cette situation. Je souhaite que chacun des acteurs concernés prennent leurs responsabilités. Ce soir les familles dormiront dans le centre social et une nouvelle fois notre ville est contrainte d'assumer la situation d'urgence. Je le déplore très vivement.

A chaque nouvelle expulsion, nous verrons ces populations s'installer une fois chez nous, une fois chez le voisin. Jusqu'à quand allons-nous nier le problème de fond ? Cessons cette politique de l'autruche, là où il est question de dignité humaine !

Copyright © Le Vénissian